

La lutte contre les mutilations génitales féminines (excision) est une entreprise complexe et de longue haleine. L'OMS estime que, aujourd'hui, 140 millions de filles et de femmes vivent avec les conséquences de ces pratiques, inacceptables du point de vue du respect des droits des personnes et de leur intégrité physique. On rappelle qu'elles n'ont pas de fondement religieux (en particulier, plusieurs grands pays islamiques ne les connaissent pas) mais sont de la nature de coutumes, malheureusement profondément enracinées dans certaines régions d'Afrique. Mariam Namogo, du Mali, qui œuvre dans le cadre d'un programme d'Helvetas, montre dans l'interview ci-dessous combien il faut d'efforts pour changer les habitudes, au vu notamment de la résistance ou l'inertie des notables. Mais la bonne nouvelle est que, dans plusieurs endroits, il y a sensibilisation de collectivités et progrès dans le sens de l'abandon de ces pratiques.

Jean Martin



Mariam Namogo.
(Philippe Maeder/24Heures)

Témoignage d'une femme engagée

Lutter contre l'excision: informer et déconstruire la tradition

Mariam Namogo, collaboratrice d'Helvetas Swiss Intercooperation, cheffe du projet SILE (Soutien aux initiatives de lutte contre l'excision), s'emploie avec doigté et empathie, au Mali, à réinventer une tradition sans excision. C'est là un travail délicat d'information et de plaidoyer. Elle était récemment de passage en Suisse pour présenter son travail à différentes institutions publiques qui soutiennent le projet. Elle a également participé à un débat sur ce thème à l'ONU à Genève.

Interview: Hanspeter Bund

Reporter chez Helvetas

La version française est de
Claire Fischer

Dans les pays du Nord, l'excision des femmes fait l'objet d'une condamnation unanime. Quelle est la situation au Mali?

85% des femmes sont excisées, voire davantage dans certaines régions. Ce pourcentage est éloquent: non seulement l'excision est largement acceptée dans mon pays, mais elle est même souhaitée. En effet, seule une femme excisée passe pour une femme «bien», c'est-à-dire pure.

C'est pour cela qu'elles subissent ces atrocités?

Avant de répondre, j'aimerais raconter une histoire véridique: celle d'une mère courageuse et rusée, que j'appellerai R., qui a épargné la torture de l'excision à sa fille. Toute la famille voulait que la fillette soit excisée, tant son mari que ses parents, sa belle-mère, ses belles-sœurs, ou encore ses oncles et tantes. R. a dû imposer sa volonté, seule contre tous.

Lorsque le temps des excisions est arrivé, la mère a annoncé qu'elle allait finalement emmener sa fille, alors âgée de 7 ans, chez l'exciseuse. Elle a acheté la robe traditionnelle que les filles portent à cette occasion. Un médecin a administré un somnifère à la fillette. Ensuite sa mère lui a simplement appliqué du mercurochrome sur les cuisses et lui a glissé de l'ouate teintée de rouge entre les jambes. A la mai-

son, elle pleurait et faisait semblant d'être inconsolable d'avoir trahi ses convictions puisque, après tout, elle avait fait quelque chose qu'elle avait toujours refusé.

La famille a exprimé sa satisfaction en constatant que R. était enfin devenue raisonnable. La fillette peut enfin devenir une vraie femme maintenant, affirmaient-ils. R. passa de longues journées au chevet de sa fille, le temps jugé nécessaire à la cicatrisation de la blessure. Quant à la fillette, elle ne se souvient de rien.

Quels sont les effets de l'excision?

Elle est souvent pratiquée dans des conditions sanitaires précaires où les règles élémentaires d'hygiène ne sont pas respectées et peut ainsi s'accompagner de complications médicales. Elle peut également provoquer l'apparition de kystes ou de douleurs lors des rapports sexuels, dues au rétrécissement artificiel du vagin. Des fistules vésico-vaginales voire rectales peuvent en outre être provoquées par un accouchement rendu difficile par l'excision.

Vous évoquez des complications médicales. La perte de la sexualité n'est-elle pas aussi un problème important?

Bien sûr, mais c'est une question secondaire pour

Correspondance:
Claire Fischer Torricelli
Manager Media Relations
Svizzera italiana et Suisse
romande
Helvetas Swiss Intercooperation
Via San Gottardo 67
CH-6828 Balerna
www.helvetas.org



La lutte contre les mutilations génitales féminines (excision) est une entreprise complexe et de longue haleine. (Carole Schaber)

une jeune femme qui est obligée de porter des couches dès l'âge de 25 ans, parce qu'elle ne retient plus rien, ni l'urine, ni les selles. C'est une situation terrible. Plus personne ne veut avoir affaire à une telle femme. Tous se détournent d'elle, même sa famille qui l'a pourtant excisée. Et personne ne cherche à savoir ce qui s'est passé. Lorsque tu vis au village, il n'existe aucune alternative. Comment se retourner contre ta propre culture, si tu ne connais rien d'autre?

Je suis pourtant convaincue que de nombreux intellectuels, dont certains ministres, ne font pas exciser leurs filles.

Avec son projet de lutte contre les mutilations génitales féminines, Helvetas cherche-t-elle des solutions alternatives?

Nous ne le faisons pas directement mais soutenons des organisations locales qui agissent dans les zones de travail d'Helvetas Swiss Intercooperation, où la prévalence de l'excision se situe entre 95% et 98%. Des équipes vont dans les villages et présentent une série d'activités d'information et d'éducation, parmi lesquelles des animations théâtrales qui rencontrent un franc succès. Le sujet est traité sur le mode de l'humour et les spectateurs rient à gorge déployée. Le message est transmis dans la bonne humeur!

A la suite de la représentation, les femmes se mettent à raconter leurs propres expériences. «C'est exactement ce que j'ai vécu», dit l'une d'elles. Une autre évoque les saignements de sa fille ou encore le tragique destin d'une voisine qui a été amenée en

charrette au centre de santé pour accoucher et, étant donné que la césarienne qui aurait été nécessaire en raison de l'étroitesse de son vagin a été pratiquée trop tard, est décédée. D'autres femmes minimisent le problème en affirmant que l'excision est nécessaire pour que la femme soit pure et que, sans excision, il n'est pas possible d'avoir des enfants. Dans les villages, on entend communément dire que, chez eux, il n'y a ni excisions ni problèmes de santé. Mais pourtant, une fois, une femme a soulevé sa jupe en me disant: «Regardez, il y a vraiment des problèmes».

Il faut beaucoup de courage pour parler ou montrer sa souffrance...

Oui, c'est vrai, mais ce n'est pas un exemple isolé: je me rappelle de l'aveu de Njeba, femme d'une quarantaine d'années qui jouissait d'un statut social prestigieux en tant que matrone et exciseuse. «Ma chère, ça y est, j'ai compris», m'a-t-elle dit après une discussion publique. «J'ai vu trop de choses. J'ai vu des enfants mourir à la suite de leur excision. Aujourd'hui, j'ai décidé d'arrêter.» Elle s'est alors mise à pleurer et a juré sur la tombe de sa mère qu'elle ne pratiquerait plus jamais d'excisions.

Peu après, elle a porté son cas devant le chef et le conseil du village. Elle leur a dit qu'elle ne parvenait plus à saisir le couteau. «Pardonnez-moi! Trouvez quelqu'un d'autre! Je ne peux plus.» Le conseil du village a accepté sa décision. Un an et demi plus tard, tout le village a signé une déclaration contre l'excision. Njeba travaille maintenant comme militant, tout comme une demi-douzaine d'anciennes exci-

seuses repenties qui sont maintenant actives dans notre programme.

Un changement aussi radical ne rencontre-t-il pas beaucoup de résistance? Particulièrement de la part des chefs religieux locaux?

Helvetas Swiss Intercooperation est l'une des organisations de développement les plus importantes de Suisse. Elle est présente dans une trentaine de pays du Sud et s'engage en faveur des populations défavorisées qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie. Ses projets visent à créer les conditions permettant aux collectivités de prendre leur vie en main et de subvenir à leurs besoins de façon autonome et dans le respect de l'environnement.



Des maires maliens s'engagent contre les mutilations génitales féminines, 2009.

(Helvetas/S. Gindroz)

Les imams se tiennent souvent en dehors du débat. Ils se déclarent compétents uniquement pour les affaires religieuses. Et il n'est pas convenable pour un imam d'assister à une représentation théâtrale et de participer à une discussion sur un sujet sensible voire tabou dans notre société. En outre, l'excision n'a rien à voir avec la religion mais appartient plutôt à une tradition profondément ancrée qui remonte à la nuit des temps. Dans les villages, la résistance au changement vient généralement des anciens ou des notables.

D'où vient cette idée préconçue que les chefs musulmans sont en faveur de l'excision des filles?

Elle est influencée par le message de certains chefs religieux urbains qui s'engagent effectivement pour les excisions. Ils ont créé un amalgame en mélangeant religion et culture et l'ont colporté pendant des années. Aujourd'hui, certains d'entre eux craignent de changer ouvertement d'opinion de peur de perdre leur prestige. Mais ils ne sont pas honnêtes. Il y a dix ans, l'État malien a envoyé six leaders religieux musulmans dans les pays arabes, entre autres en Iraq et en Arabie saoudite: Ils ont pu observer et ont dû admettre que les excisions n'y étaient pas courantes, même dans la Ville sainte de La Mecque, et que leur défense acharnée de l'excision n'avait à voir ni avec le Coran ni avec l'Islam. Mais, à leur retour, ils n'ont jamais parlé de ce qu'ils avaient vu.

Dans le nord du Mali, les islamistes ont proclamé leur propre État. Cela a-t-il des répercussions négatives sur la lutte contre l'excision?

Non, car le Nord a toujours été imprégné par la culture berbère et arabe où n'ont pas cours les mutilations génitales féminines. Dans les régions du nord du Mali, le taux de pratique de l'excision est très faible comparativement à la moyenne nationale de 85% chez les femmes de 15 à 49 ans et de 84% chez les fillettes de 0 à 14 ans. Mais la situation actuelle de crise a tout de même une conséquence négative pour nous: la problématique de la législation contre l'excision va être reléguée au second plan, les priorités gouvernementales étant la reconquête du Nord et l'organisation des élections générales.

Comment se fait-il que le Mali, contrairement à une grande partie des autres pays concernés, ne dispose pas encore de loi contre l'excision?

Quand la volonté et l'engagement politiques ne feront plus qu'un, la loi sera votée au Mali. Mais la volonté politique manque. Malgré les efforts consentis (création et mise au budget d'un département spécial de lutte contre l'excision) et la ratification du protocole de Maputo qui exige des États signataires l'interdiction de la pratique des mutilations génitales féminines, la législation ne suit pas. Je suis pourtant convaincue que de nombreux intellectuels, dont certains ministres, ne font pas exciser leurs filles. Ce sont des gens cultivés et concernés qui pourtant n'osent pas affirmer leur opinion personnelle dans le débat politique et créer une loi contre ces mutilations, de crainte de perdre leur prestige. Eux aussi ont peur de perdre leur prestige et le soutien des chefs religieux, si influents dans notre pays. Avec ces personnages politiques de haut placés, j'ai le sentiment de mener un dialogue de sourds.

Les organisations féminines se sont battues pendant des dizaines d'années contre l'excision des filles, mais 85% des femmes maliennes continuent d'être excisées. N'est-ce pas frustrant?

Si l'on prend seulement la région du projet d'Helvetas, 25 villages ont signé un accord contre l'excision, et 14 autres sont sur le point de le faire. Il y a aussi des développements politiques encourageants. Ainsi, le célèbre prédicateur malien Karamoko Bèfo, a radicalement changé d'avis à propos de l'excision des filles. Avant, il traitait les activistes de mécréantes, d'agentes de l'Europe ou encore d'ennemies de la culture africaine, du Coran et de l'Islam. Il nous accusait d'être des traîtresses à la culture de nos mères. En 2009, il a renié ses précédentes déclarations par un message dans lequel il proclame que l'excision n'est pas un commandement de l'Islam. Une cassette nommée «De la résistance au ralliement» a fait beaucoup bouger les mentalités.

PS: Le travail de Mariam Namogo a fait l'objet en 2010 d'un billet dans le BMS: Martin J. Faire appel au plein potentiel des femmes africaines. Bull Méd Suisses. 2010;91(33):1258.